

United Nations

**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL**

Nations Unies

**CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**

UNRESTRICTED

E/P.V. 89

22 July 1947

French

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CINQUIEME SESSION

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA QUATRE-VINGT-NEUVIEME SEANCE,

tenue à Lake Success, le mardi 22 juillet 1947

à 15 heures.

PRESIDENT : M. PAPANEK (Tchécoslovaquie)

RECEIVED

24 JUL 1947

UNITED NATIONS
ARCHIVES

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL RELATIF A LA CONTRIBUTION DU SALAIRE
D'UNE JOURNEE DE TRAVAIL (Doc. E/464).

LE PRESIDENT (interprétation) : Je déclare ouverte la discussion sur le rapport du Secrétaire général relatif à la contribution du salaire d'une journée de travail, (doc. E/464 et E/464/add.1)

Le Dr. Ordning, du Secrétariat, va présenter le rapport.

Dr. ORDING (Secrétaire du Conseil) (interprétation) :

Nous sommes certainement tous disposés à nous réjouir de la réponse que nous avons reçue à la suite de ce premier appel adressé par les Nations Unies et demandant l'appui de l'opinion mondiale. Depuis la dernière session du Conseil économique et social, nous nous sommes surtout occupés, naturellement, de l'organisation administrative et de la préparation pour la mise en exécution de ce projet. Toutes les fois que nous avons parlé de ce projet à l'extérieur, l'accueil a été extrêmement favorable. Nous avons reçu en particulier d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales de la catégorie A les plus grands encouragements, et je citerai plus spécialement la FSM et l'ACI.

Nous nous rendons tous compte que ce projet offre une occasion de manifester une unité de but et d'action sous l'égide des Nations Unies que les peuples du monde entier cherchent actuellement.

Nous en sommes encore au stade préparatoire. Nous avons pris contact et eu des consultations avec un grand nombre d'organisations privées et d'individus, et nous préparons actuellement la formation du comité international. Il est bien évident que les Gouvernements, les organisations et les individus devront examiner la manière dont devront être constitués, dans chaque pays, des comités nationaux.

Nous ne pourrons donner une plus grande publicité à notre projet et le mettre en vigueur que lorsque nous en serons arrivés à des conclusions précises et lorsque nous serons en mesure d'annoncer que le mécanisme nécessaire pour le réaliser est complet.

La question du temps est fort importante. Il est évident que l'exécution de ce projet présente une très grande urgence mais qu'il y aurait un grand danger à procéder d'une façon prématurée et sans être suffisamment préparé dans une affaire de ce genre.

Il est clair que la plus grande partie de l'automne va être employée à mettre en fonction le mécanisme de l'application de notre projet dans le monde entier et ce n'est qu'au début de l'année prochaine que nous pourrons procéder à l'affaire proprement dite. Ce n'est que secondés par les efforts continus de la part des organisations et des individus, appuyés par les Gouvernements respectifs, que nous pourrons arriver à ce but.

Nous sommes heureux d'avoir pu parvenir à un accord avec le Vice-président du Conseil d'administration du Fonds international pour le secours à l'enfance, au sujet d'une étroite collaboration entre nos deux organisations. La tâche à accomplir est si grande que nous devons utiliser au maximum les ressources dont nous disposons.

Vous vous rappelez que le Conseil économique et social a autorisé, au cours de sa dernière session, le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour la mise en exécution du projet. Le petit bureau que nous avons constitué ici n'a pas l'ambition d'organiser la campagne dans le monde entier. Il veut simplement faciliter le travail et permettre l'établissement des organisations non gouvernementales et nationales, qui peuvent^{seules} assurer le succès.

L'approbation que le Conseil pourra donner à nos travaux et la manière dont il les stimulera pourront revêtir la plus grande importance, et nous serons heureux de recevoir les avis et les critiques constructives que les diverses délégations pourront nous présenter à cette occasion.

M. RADIMSKY (Tchécoslovaquie) (interprétation) : Je tiens à indiquer, au nom de la délégation tchèque, combien nous sommes d'accord avec la proposition de la contribution au moyen d'une journée de travail, c'est-à-dire avec ce que l'on nomme actuellement l'appel des Nations Unies pour l'enfance. Je trouve que ce nom est particulièrement bien choisi. Mon peuple et mon Gouvernement feront certainement le maximum pour apporter leur contribution efficace à cette grande oeuvre, étant bien entendu toutefois qu'il faut tenir compte de la difficulté à exporter des fonds en devises étrangères.

D'autre part, j'estime qu'il ne paraît pas équitable de demander une journée de travail au groupe des salariés seulement et rien à ceux dont les ressources ne sont pas constituées par des salaires journaliers, mensuels ou annuels. S'il était possible de venir à bout de cette difficulté, nous accepterions entièrement le projet tel qu'il est présenté.

Je tiens à souligner combien nous sommes heureux que dans cette tâche éminemment humanitaire, les organisations non gouvernementales prennent une part aussi active en formant un comité international et en apportant, de la sorte, leur contribution pleine et entière non seulement à l'oeuvre elle-même, mais aux Nations Unies également.

M. THORN (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Je voudrais me joindre également à ce qu'a dit tout à l'heure le représentant d'une organisation syndicale et j'espère que l'appel que nous lançons remportera un plein succès. Dans ces conditions, en effet, nous réussirons à mettre en oeuvre un principe éminemment humanitaire, et je pense que les nations civilisées ne peuvent pas faire autrement que de répondre à l'appel qui leur est lancé. Il existe néanmoins une difficulté qui résulte de l'opposition des saisons en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande. Nous lisons à la page 3 de ce rapport, trois dernières lignes du texte anglais : "En vue des nombreux mois de préparation qu'une campagne mondiale de la sorte entraînera, on estime que la quête en question ne devra pas avoir lieu avant le début de 1948". Or, il y a quelques mois, nous avons reçu des renseignements qui n'émanaient pas directement de cette organisation mais de très bonne source cependant, selon lesquels cet appel serait lancé cette année encore. Dans ces conditions, nous avons fait le nécessaire en Nouvelle-Zélande pour le lancer dès novembre 1947. Ceci a été indispensable pour éviter que cet appel tombe à Noël qui, en Nouvelle-Zélande, se place en été. L'été, dans mon pays, va jusqu'à la mi-février et même jusqu'en mars, et dans ce cas, nous aurions dû attendre jusqu'à 1948 pour lancer avec un plein succès un tel appel en Nouvelle-Zélande. Si nous ne pouvions le faire avant la Noël, il faudrait attendre jusqu'en avril 1948. Ceci désorganisait complètement le programme que nous nous étions dressé et suivant lequel nous espérions pouvoir entrer en action dès novembre 1947.

Dans ces conditions, j'estime que nous devrions peut-être recevoir un encouragement à nous en tenir aux dispositions que nous avons prises, car on doit considérer que chaque pays est le meilleur juge en ce qui concerne son propre cas.

Il est certainement dans l'intérêt même des enfants, qui sont les plus directement intéressés, qu'en Nouvelle-Zélande, nous puissions nous occuper de lancer l'appel au moment envisagé, indépendamment des autres nations, et ceci en raison des circonstances particulières qui s'attachent à notre pays. S'il était impossible de maintenir la date fixée préalablement par nous, nous pourrions peut-être être autorisés à prendre part à l'action un peu plus tard.

J'espère qu'il sera possible de venir à bout de cette difficulté, sinon les résultats de l'action en Nouvelle-Zélande risqueraient d'être décevants. J'aimerais poser enfin une question qui a trait à une indication^{que}/ Je relève à la page 7 du document qui nous a été soumis. Il y est parlé en effet des comités nationaux et il est indiqué que ces comités sont composés de volontaires. Dans les fonctions de ces comités, on lit au paragraphe 3 : " Passer des accords avec le Secrétaire général, particulièrement en ce qui concerne la répartition des fonds qui ont été réunis par les comités nationaux".

Dans le document distribué ce matin, (E/464/Add.1), on lit au paragraphe D : "Le Secrétaire général a été autorisé à passer des accords avec chaque pays aux fins de répartition des collectes nationales". La question qui se pose est de savoir si l'intention des auteurs de ce document est que le Secrétaire général passe des accords avec les Gouvernements des pays intéressés ou avec les comités volontaires établis dans ces divers pays.

LE PRESIDENT (interprétation) : Le Dr. Ordning répondra à toutes les questions à la fin de la discussion.

M. Mc. NEIL (Royaume-Uni). (interprétation) : Avant tout, je tiens à exprimer les remerciements de ma délégation au Dr. Ordning pour les éminents services qu'il a rendus au Conseil. C'est une personnalité de grande énergie et l'humanité dont il a fait preuve a été reconnue par tous. Je suis certain que j'exprime ici les sentiments du Conseil tout entier lorsque je remercie M. Ordning pour les déclarations qu'il a faites sur ses travaux .

Je tiens à indiquer tout d'abord que mon Gouvernement donne, comme il l'a déjà fait, son appui le plus chaleureux à ce principe. Je voudrais simplement adresser une ou deux critiques secondaires sur le rapport. Je tiens à souligner qu'il s'agit ^{uniquement} de critiques secondaires. Et tout d'abord je parlerai de la page 6 du document qui nous a été présenté.

Si je comprends bien le sens de ce document, l'Assemblée générale a adopté le principe. Puis ensuite, elle a transmis la question au Conseil économique et social. Celui-ci a adopté à son tour le principe de la journée de salaire qui serait versée comme contribution au Fonds international de secours à l'enfance. Le Secrétaire général a été autorisé à aller de l'avant et grâce au rapport que le Dr. Ordning a présenté, il est arrivé rapidement à un résultat. Le document qui nous est présenté aujourd'hui constitue ce résultat. Par conséquent, le principe même de la journée de salaire a été adopté par le Conseil. La question se pose maintenant de savoir quelles seront, à proprement parler, les fonctions des comités nationaux. J'estime qu'il y a un danger sérieux à créer une organisation internationale qui sera très vaste par le nombre des personnes et des organisations qui seront consultées. On lit à la page 4 de ce rapport que le Dr. Ordning s'est déjà mis en rapport avec 750 organisations internationales non gouvernementales. C'est là un chiffre élevé

et si notre organisation prend contact avec autant d'organisations gouvernementales, cela implique qu'elle entrera en contact avec de très nombreuses personnalités, qu'elle sera obligée d'avoir un personnel très nombreux et que son ordre du jour sera particulièrement chargé.

Comme l'a indiqué le représentant de la Nouvelle-Zélande, le caractère essentiel du projet qui nous est soumis est son urgence. Or, l'Assemblée générale a déjà examiné le principe, ainsi que le Conseil, et il a été adopté. Dans ces conditions, je me demande si nous avons réellement besoin des comités internationaux et si leur collaboration est indispensable. Ce dont nous avons besoin, c'est de l'approbation internationale du mouvement même, et je crois qu'elle nous est acquise. Si les organisations estiment qu'une approbation internationale est encore nécessaire, il serait peut-être sage alors de s'assurer l'appui de personnalités internationales marquantes universellement reconnues dont le nom figurerait sur le papier à tête de l'organisation. Certaines difficultés se présenteraient peut-être. Pour ma part, je suis protestant et je me demande, si on vient me présenter un presbytérien, si je serai d'accord avec lui, ou si j'ai affaire avec l'archevêque de Canterbury, si j'aurai les mêmes vues que lui. Si on s'adressait à des bouddhistes, il serait peut-être difficile de trouver des personnalités parmi les adeptes de cette religion.

et
Dans ces conditions, si l'on désire arriver à composer une liste de représentants nationaux, l'idée me paraît excellente. Mais j'estime qu'il n'est nullement indispensable de convoquer une réunion de ces personnalités internationales et la première question qui se poserait, si une telle réunion était convoquée, serait de savoir qui en supporterait les frais. Evidemment, il faudrait traiter ces personnalités

comme des princes. Mais quels seraient les résultats de cette réunion ? Tout cela, j'imagine, dépendrait des comités nationaux. Ce que nous devrions faire, c'est un travail de coordination et je crois qu'il ne peut être en meilleures mains qu'entre celles de M. Ordning, ainsi que du petit secrétariat dont il s'est entouré. En résumé, je crois que le représentant de la Nouvelle-Zélande a donné un exemple pratique préférable à tous les discours que je pourrais faire moi-même.

Nous connaissons tous la réputation de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne ses sentiments humanitaires. Pour mettre en application le plan qu'elle a organisé, la Nouvelle-Zélande devra-t-elle

attendre une décision du Conseil et des comités nationaux ? Son représentant nous a dit tout à l'heure qu'en raison des circonstances particulières, la Nouvelle-Zélande s'était préparée à établir ses plans dès 1947. Devra-t-elle par conséquent attendre que les comités nationaux se prononcent et remettent son action à 1948 ? Je crois que puisque le principe a été décidé sur une base internationale, les études devraient en être laissées aux comités nationaux. M. Ordning pourrait par exemple se mettre en rapport avec ceux-ci pour traiter cette question.

Je tiens donc à déclarer que, avec ces réserves, j'accepte le document présenté. Mais j'estime que c'est aller un peu trop loin que d'indiquer les fonctions des divers organismes nationaux. Je serais d'avis peut-être de biffer les mentions des fonctions qui figurent dans ce document. Mais ce serait probablement aller un peu trop vite, et dans ces conditions il vaudrait mieux transmettre, tout simplement, à un comité toute cette question et suivre les suggestions présentées par le représentant de la Nouvelle-Zélande.

M. LAMARLE (France): Ainsi que la délégation française l'a déclaré par la voix de personnalités plus autorisées que moi-même, lors de la discussion du principe de ce projet, la France donne à celui-ci son adhésion entière et chaleureuse. Elle l'accueille comme une manifestation effective, active et pratique des sentiments de solidarité internationale que les malheurs de la guerre devraient au moins avoir stimulés et développés dans tous les pays.

Les observations que je désire présenter ne diminuent en aucune manière le caractère total et chaleureux de l'adhésion que la France a donnée à ce projet. Je crois cependant utile de les faire, car elles portent sur des points d'application que je considère importants du point de vue pratique, en ce qui concerne mon pays.

La première de ses observations est la suivante: Nous pensons que la contribution envisagée ne doit pas avoir un caractère d'obligation juridique. Nous estimons demeurer davantage dans la ligne de la pensée généreuse qui a présidé à la conception de ce projet en lui laissant son caractère théoriquement volontaire. Nous pensons aussi que le principe de l'obligation se heurterait à des objections, les unes morales, les autres pratiques.

En ce qui concerne la France, ma deuxième observation - ce sera occupée pendant 4 ans par un pays totalitaire qui avait prétendu imposer ses moyens et ses normes, un système de contribution obligatoire rappellerait fâcheusement les institutions prétendument sociales du régime nazi et les obligations qu'il créait à la charge de tous les citoyens par prélèvement ou retenue automatique, de telle ou telle contribution.

Nous pensons que dans un régime démocratique, au contraire, il faut garder à cette contribution son caractère volontaire et spontané.

Ma troisième remarque - et s'est sans doute la plus importante du point de vue pratique - un système de contribution obligatoire risquerait de créer des discriminations fâcheuses entre les classes salariées, classes laborieuses par conséquent au premier chef, et d'autres classes sociales,

dont les revenus sont de source et de mécanisme différents.

Le représentant de la Tchécoslovaquie a fait tout à l'heure allusion à cette question; la délégation française s'associe entièrement à ses observations et elle trouve là un argument de plus en faveur de la position qu'elle a prise en se déclarant opposée à l'idée même de toute contribution obligatoire.

Le second point sur lequel portent mes observations concerne encore plus spécialement la France. Mes remarques sont inspirées par des considérations temporaires, mais impérieuses, d'ordre économique et monétaire. La France, en effet, serait pratiquement, dans l'impossibilité d'opérer actuellement le transfert, en monnaie étrangère, des sommes qui seront recueillies sur son territoire par la contribution volontaire de tous les travailleurs, manuels et intellectuels. Pour cette raison, elle pense que la solution la plus adéquate pour elle serait non de faire un transfert monétaire, mais d'employer le produit de la contribution soit à des achats de marchandises qui tomberaient par conséquent dans le fonds international commun, soit à des achats de services. Je crois utile de rappeler à ce propos une suggestion que la délégation française a faite, si mes souvenirs ^{par la voix} sont précis, de M. le Professeur Debray, en faveur de la création en France d'un centre de pédiatrie et d'assistance à l'enfance qui pourrait être une manifestation effective de la part que la France prendra à ce mouvement de solidarité internationale.

M. THORP (Etats-Unis) (interprétation): Nous voyons toute l'importance du travail à accomplir en la matière et nous devons tous exprimer notre reconnaissance et adresser nos félicitations au Secrétaire général et à tous ceux qui l'ont aidé pour l'oeuvre qu'ils ont déjà accomplie et pour leurs travaux qui nous ont conduits au stade actuel de la question.

Il y a un point sur lequel règne une certaine confusion et je désire apporter quelques éclaircissements qui me paraissent fondamentaux. A mon avis, la façon dont on peut interpréter la dernière phrase de l'alinéa 1,

paragraphe F, du document qui nous a été présenté aujourd'hui prête à confusion. Il y est dit en effet qu'il faudrait solliciter les Organisations non-gouvernementales pour en obtenir des fonds et que ce travail serait fait par le Comité international qui assumerait par conséquent la responsabilité de la publicité à cet égard. Cette rédaction semble faire penser que notre Comité international serait chargé d'aller lui-même quérir des fonds. Son but, au contraire, à mon avis est de fixer le résultat de l'action à entreprendre et d'encourager les diverses ^{nations} à y procéder. Il est impossible de standardiser les opérations dans tous les pays; par conséquent, c'est à chacun d'eux que doit incomber, en ce qui le concerne, la responsabilité de l'opération. Nous venons d'en avoir un exemple en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande et je peux encore vous donner celui de mon propre pays.

Il y a quelque temps, les citoyens américains étaient sollicités par quantités d'oeuvres charitables entre lesquelles il leur était difficile de choisir. Aussi, ces Institutions se sont-elles groupées en un ^{unique} fonds commun et ont-elles décidé de faire un seul appel dont elles doivent ensuite se répartir le bénéfice. Nous avons fait la même chose pour celles de nos agences qui s'occupent de venir en aide aux pays étrangers: elles se sont groupées et ne font plus qu'un appel unique aux citoyens américains. Il est ainsi permis à chacun de nous d'organiser à l'avance son budget et d'affecter à sa convenance les sommes qu'il désire attribuer à des fins charitables, ce qui n'empêche point celui qui le désire d'ajouter une contribution particulière à telle oeuvre qui l'intéresse davantage. Vous voyez les difficultés devant lesquelles nous nous trouvons aux Etats-Unis. Après de longues discussions et négociations, les agences qui s'occupent de ces questions aux Etats-Unis ont décidé qu'elles comprendraient dans cet appel collectif les besoins du fonds d'assistance aux enfants. Je crois que c'est ainsi qu'il convient de procéder dans mon pays.

Je voudrais enfin souligner ce qu'a déclaré le représentant du Royaume-Uni: L'Organe international que nous constituons a une fonction importante, mais délimitée, qui consiste à stimuler cette action dans les différents

pays, à aider chacun d'eux à élaborer ses projets, mais sans jamais assumer aucune responsabilité.

J'espère que dans l'accord qui est préparé ainsi que dans son exécution, nous n'oublierons pas que la responsabilité doit incomber, au premier chef, aux comités nationaux.

M. MOROSOV (Union soviétique) (première interprétation du russe)
Je voudrais faire une brève déclaration. Tout le monde connaît les énormes sacrifices consentis par l'Union soviétique au cours de la deuxième guerre mondiale, sait combien nos peuples ont souffert au cours de la lutte et combien grand est actuellement leur effort pour la reconstruction des régions dévastées qui représentent ^{une} / part. considérable du territoire de l'Union.

Parallèlement à cet effort, les peuples de l'Union soviétique prennent également soin des enfants, des mères, des invalides. Dans ces conditions, on voit mal organiser sur le territoire de l'Union soviétique la collecte d'un jour de paie, car notre pays fournit déjà un effort très considérable à la tâche de sa reconstruction en même temps qu'à l'assistance aux enfants, aux mères et aux invalides.

Pour ces raisons, la délégation de l'Union soviétique s'abstiendra au cours du vote qui interviendra sur la question que nous examinons actuellement.

M. DAVIDSON (Canada) (interprétation): Je tiens tout d'abord à m'associer aux félicitations qui ont été adressées à M. le Dr. Crăinag pour les efforts qu'il a accomplis dans les domaines dont le Secrétariat a la charge. Au nom du Canada, j'appuie pleinement les efforts ainsi réalisés.

En ce qui concerne le projet actuellement soumis à notre attention, je voudrais indiquer que mon pays n'en est actuellement qu'au premier examen de cette question. Le Canada doit, sans nul doute, soutenir de toute

ses forces l'appel international qui sera lancé dans tous les pays. Il a fait ce qui était en son pouvoir pour que les enfants nécessiteux de toutes les parties du monde puissent bénéficier des fruits de cette collecte. Mais mon Gouvernement a fait pour sa part une contribution qui n'est pas, je tiens à la déclarer à dédaigner. J'ai assisté silencieusement aux débats de ce matin au cours desquels on a parlé des contributions des divers pays et je respecte tous ceux qui ont présenté leurs vues. L'allusion faite au Canada et à son Gouvernement dans le projet tient en deux lignes, mais je crois cependant pouvoir dire que la contribution de mon pays est la plus grande, non seulement par ligne ou par mot mais aussi par tête d'habitant, de tous les pays qui y ont participé. Je crois donc pouvoir dire sans aucune présomption que mon pays a toujours apporté et est toujours prêt à accorder son secours le plus entier à toutes les oeuvres d'assistance internationale. J'estime que l'action internationale est la meilleure de toutes celles qui peuvent être organisées pour apporter véritablement un secours à l'enfance. Dans ces conditions, je pense que le Fonds de secours à l'enfance tel qu'il a été préconisé est le meilleur objet vers lequel on puisse diriger toutes ces contributions.

En ce qui concerne la proposition de recueillir un jour de salaire dans le monde entier, je voudrais dire tout de suite que nous réservons notre position. Cette question a déjà été portée devant l'Assemblée générale, le Conseil l'a également étudiée en mars, et je crois pouvoir dire ce que le Dr Ordning avait alors à l'esprit. On avait indiqué que la valeur essentielle du projet en question, sans tenir compte de l'utilité de l'aide financière qu'il pouvait apporter, était dans son universalité même, puisque tous les peuples, tous les pays du monde pouvaient s'y associer. Le Canada est entièrement d'accord sur l'idée de principe, à savoir que l'universalité soit respectée et que tous les peuples du monde puissent s'associer à cette contribution, mais nous avons désiré, avant de prendre une décision finale sur le principe lui-même, attendre pour

voir si cette idée était mise en pratique.

Le deuxième point que je tiens à souligner, d'ordre d'ailleurs secondaire, a été soulevé tout à l'heure par le représentant du Royaume-Uni: il a trait aux Comités internationaux. Je me demande pour ma part s'il convient de créer un comité international qui aurait de très nombreux dirigeants et entraînerait certainement des frais élevés. Quelles seraient d'ailleurs exactement les fonctions de ce Comité? Je partage l'opinion exprimée par divers représentants; il est nécessaire, j'en conviens parfaitement, que les comités nationaux puissent fonctionner et leurs services seront éminemment utiles. Par ailleurs, je suis également d'accord avec ceux d'entre nous qui ont déclaré qu'une politique générale avait été fixée par le Secrétariat grâce aux travaux très utiles du Dr. Ordning et que, dans ces conditions, le Secrétariat et le Dr Ordning lui-même pourraient veiller à l'application des principes qui ont été édictés. Mais peut-être cela ne serait-il pas suffisant et conviendrait-il de créer une petite organisation internationale. Il s'agit là d'une question de principe sur laquelle une décision doit être prise. Certes, le Conseil a tracé une politique générale, mais nous n'avons pu fixer la ligne à suivre sur tous les points particuliers qui pourraient se présenter. Peut-être le Conseil n'a-t-il pas donné au Secrétariat des instructions suffisantes pouvant s'appliquer dans tous les cas. Dans ces conditions, je pense qu'il serait bon de prévoir la création d'un petit groupe pouvant éventuellement donner des conseils au Secrétariat. Je voudrais citer un simple exemple; je suis certain que mon collègue des Etats-Unis ne l'interprétera pas comme une critique, car il ne se réfère qu'à mon pays et aux conditions propres au Canada. Supposons que les fonds provenant de cet appel soient fusionnés avec d'autres fonds provenant de collectes faites dans d'autres pays. Quel serait dans ces conditions le moyen que le Conseil ou les Nations Unies pourrait avoir pour décider avec quelles sortes de collectes la collecte pour l'enfance pourrait être fusionnée? Qui le déterminera? Le Conseil, les Nations Unies ou le pays dans lequel la collecte a été faite? Ne vaudrait-il pas mieux procéder ^à seulement une collecte sur une

base nationale. C'est là un problème qui va se poser immédiatement et, dans ces conditions, il faut travailler immédiatement à le résoudre.

Une autre question encore. Il y aura lieu en outre de déterminer le pourcentage exact qui reviendra au Fonds international de secours à l'enfance pour justifier de son fonds de roulement par rapport aux autres Organisations. Sur ce point encore, des directives exactes et définitives n'ont pas été données par le Conseil et celui-ci, par conséquent, devrait, soit donner des instructions complémentaires au Secrétariat afin de permettre à celui-ci de négocier avec les Comités nationaux, soit créer un Comité très restreint qui jouerait en quelque sorte le rôle de "chien de garde". Je pense que plus ce ^{Comité} serait réduit dans sa composition, mieux il fonctionnerait. Sa tâche consisterait à aider le Secrétariat dans l'application des décisions de politique générale. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu, à mon avis, d'éliminer à la page 6 du rapport que nous examinons la partie relative aux fonctions, mais de revoir la détermination de ces dernières afin de les rendre plus limitées et plus raisonnables. Un petit organisme s'occupant de ces travaux et pouvant conseiller le Secrétariat serait éminemment utile.

M. SEN (Inde) (interprétation) : Mon gouvernement a déjà exposé son attitude en la matière lors de notre dernière session et je n'y reviendrai donc pas en détail.

Nous avons dans l'Inde 25 millions d'enfants et leurs besoins doivent passer avant ceux des autres pays. Dans ces conditions, nous ne pouvons pas nous associer à l'appel qui nous est adressé.

Par ailleurs, il semble que la proposition de constituer un Comité international ne recueille pas l'approbation générale. Le représentant du Royaume-Uni a montré que cette solution était impraticable, qu'elle serait coûteuse et qu'elle n'était pas nécessaire. Je crois que les Comités nationaux peuvent très bien fonctionner même sans l'aide d'un Comité International. Par contre, je reviens avec intérêt à la suggestion faite par le représentant du Canada de constituer un comité consultatif. Nous pourrions, je crois, créer un tel comité qui aurait le poids et l'autorité nécessaires, en particulier lorsqu'il s'agit du délicat problème de la répartition des fonds recueillis. Il faudra que soit le Conseil, soit un autre organe décide de la somme qui ira à chacun des fonds et, en particulier, au Fonds International de Secours à l'Enfance, et le rôle de ce Comité consultatif pourrait être justement fort utile.

Enfin, il est possible que des difficultés et des problèmes se posent pour les différents comités nationaux qui pourraient obtenir plus facilement aide et assistance de New-York s'ils s'adressaient à un Comité consultatif plutôt qu'à un simple Secrétariat. Je proposerai donc formellement de constituer un tel Comité qui serait composé de onze ou douze membres. Si, toutefois, le Conseil ne retenait pas cette proposition, j'aurais une ou deux observations à présenter sur le Comité International

dont la création est envisagée dans le rapport. En particulier, lorsqu'il est question des représentants des groupes religieux, je ne vois vraiment pas pourquoi les Chrétiens auraient droit à deux représentants, un protestant et un catholique, alors que chacun des autres grands groupes religieux de l'humanité, dont beaucoup se subdivisent en de nombreuses sectes, n'en auraient qu'un; mais je ne crois pas que ces représentants des groupes religieux puissent être d'une grande utilité. Je verrai volontiers ce Comité consultatif composé de personnalités éminentes comme il a été dit, bien que je ne sache pas au juste ce que signifie cette expression, personnalités qui seraient prises soit au sein des Comités Nationaux, soit ailleurs, et dont nous confirmerions la liste à la prochaine session.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je vais maintenant demander à M. Ordning de répondre à quelques unes des questions posées au cours du débat.

M. ORDING (Directeur du Comité d'appel)(interprétation) : Je tiens à vous remercier d'abord de l'intérêt que vous avez tous porté à ce sujet. Nul plus que moi n'apprécie l'importance des différents problèmes qu'il soulève. Je n'ai pas été surpris de voir que ces problèmes se rassemblaient autour de deux points principaux. En premier lieu, nous sommes tous d'accord en principe, mais, en deuxième lieu, chacun désire des ajustements pratiques pour tenir compte des conditions dans son pays. Le problème est donc de savoir si nous pourrions maintenir le principe tout en faisant les ajustements pratiques nécessaires sans dépasser la limite des possibilités, sans sacrifier le principe lui-même.

En ce qui concerne le groupement des contributions, le représentant de la Tchécoslovaquie a demandé si ce projet

ne s'appliquait qu'aux salariés. Telle n'a jamais été notre intention, Tous les hommes sont priés d'y contribuer selon leurs moyens. C'est comme slogan que nous avons pris la formule du salaire d'une journée de travail, mais il s'agit d'une contribution volontaire qui n'a rien d'obligatoire, et il appartient à tous les membres de chaque groupe humain de se mettre d'accord entre eux sur la façon la plus appropriée de calculer la contribution à faire.

Quant à la suggestion française de payer en marchandises et en services ou d'employer le produit de la collecte pour acheter des marchandises et des services, nous en comprenons bien l'importance. Nous savons que des pays comme l'Inde et l'Union soviétique sont en face de très grosses difficultés intérieures, mais nous espérons qu'il s'en seront pas empêchés pour cela de prendre part à l'action collective. Il faut que nous puissions dire qu'il s'agit d'une action absolument mondiale.

Les pays qui ont les plus grands besoins chez eux emploieront évidemment dans leur propre territoire les produits de la collecte, sauf peut-être une toute petite somme qui sera envoyée à l'étranger, à titre de symbole. Par conséquent, nous pouvons accepter avec plaisir le principe indiqué par le représentant de la France

Quant à la résolution relative aux accords à passer entre le Secrétariat général et les différents pays, il est évident que ces accords devront être signés dans chaque cas avec l'autorité appropriée, parfois avec des gouvernements, parfois avec des Comités non-gouvernementaux. C'est justement pour prévoir et pour permettre cette souplesse que la résolution adoptée antérieurement par le Conseil parle d'accords avec les différents pays sans spécifier les gouvernements. Quelquefois nous agissons avec

les Ministères des Affaires Etrangères, quelquefois au contraire avec les Comités Nationaux. Nul ne peut prévoir actuellement la solution la plus favorable dans chaque pays; il faudra en discuter.

Quant aux relations entre les Comités Nationaux et l'Organisation Internationale, nous n'en serions pas arrivés au point où nous en sommes maintenant si des efforts n'avaient pas déjà été faits un peu à tous les niveaux, et notre but reste évidemment de faciliter le travail beaucoup plus que de prendre des décisions. Nous sommes heureux de voir que certains représentants ont reconnu l'importance d'associer notre effort à celui d'un certain nombre d'organisations de secours déjà existantes et de grouper leurs efforts pour réunir des fonds. C'est une des raisons pour lesquelles il faut envisager pour les divers pays des systèmes différents. Le petit Comité International que nous constituerions ne pourrait avoir évidemment l'ambition de décharger les Comités Nationaux des obligations qui leur incombent.

Le représentant des Etats-Unis a relevé une phrase dans le paragraphe f) a) où il est dit que l'U.N.A.C. se chargera d'un certain travail. Par cette formule, nous n'avons pas entendu désigner le petit bureau central mais l'ensemble de l'Organisation, à la fois le bureau central international et ^{les annexes} qui existeront dans les différents pays. Il sera évidemment nécessaire de le préciser.

En ce qui concerne le Comité International, dès la session précédente du Conseil et au cours de discussions personnelles que nous avons eues, des doutes se sont manifestés sur la nécessité d'avoir un Comité tel que celui que nous envisageons. Le Secrétariat a cependant constaté un accord général sur la nécessité d'avoir un tel comité malgré les difficultés que cela soulevait. S'il n'y a pas un organe international qui incarne en

quelque sorte cet appel, il sera beaucoup plus difficile de le diffuser, mais nous n'envisageons évidemment pas un comité solitaire. Je ne vois ^{pas} pourquoi le représentant du Canada a pu penser que nous le projetions puisqu'il s'agit d'une action unique, et, par conséquent, ayant un caractère strictement temporaire.

Quant à la composition du Comité International, je connais fort bien les problèmes qui ont été signalés à ce sujet par le représentant du Royaume-Uni, j'en connais d'autres encore, et je remercie le . . . représentant de l'Inde d'avoir signalé quelques problèmes nouveaux. Toutefois, un gros effort doit être fait pour que les organisations non-gouvernementales intéressées et les particuliers puissent agir en accord. Si nous réussissons à le faire - et je suis sûr que nous y parviendrons - nous aurons établi une méthode pour travailler en commun au moyen d'un mécanisme non-gouvernemental. Or, il est contraire à la philosophie même de la charité privée de donner à un gouvernement. Il faut que nous puissions montrer au monde qu'il existe d'autres moyens de grouper les efforts non-gouvernementaux et de leur permettre de s'exprimer. Nous avons aussi envisagé la possibilité de réduire le nombre des membres de ce Comité à 11 ou à 13 mais nous nous sommes trouvés en face d'arguments très forts soulignant la nécessité d'avoir un contact direct avec chacun des pays où s'effectuera la collecte. Le mieux serait évidemment pour cela que le Président de chaque Comité International puisse participer aux réunions du Comité International soit en personne, soit en s'y faisant représenter.

Ce projet aura l'avantage accessoire de mettre toutes ces personnes en contact avec les Nations Unies et peu importe alors qu'ils soient très nombreux puisque nous en retirerons des

avantages résultant de leur nombre même. Si vous pensez charger le Secrétariat général de donner ses avis et ses conseils, il ne faut pas lui laisser la responsabilité de prendre toutes les décisions de principe. Il faut mettre à sa disposition un Comité qui puisse précisément l'aider à concilier les points de vue différents, à donner les conseils que l'on sollicite et à stimuler l'action dans les différents pays.

En ce qui concerne les frais, le bureau actuel a des frais pratiquement inexistantes et pour qu'il agisse de façon efficace, il faut qu'il soit évidemment appuyé et soutenu par un Comité International.

Au sujet de la question des dates, nous ne pouvons que nous réjouir de ce que certains pays aillent si vite que nous ne pouvons même pas les suivre. Nous reconnaissons tous l'importance du caractère d'urgence de cette action. Je suis persuadé que nous arriverons à trouver une solution puisque nous faisons passer l'urgence avant toute autre considération. N'oublions pas que cet appel que nous envisageons maintenant a deux buts différents. En premier lieu, il faut pourvoir le plus tôt possible aux besoins des enfants dans tous les pays du monde. En second lieu, il faut pourvoir à leurs besoins de telle sorte que puisse se manifester une unité d'action entre tous ceux qui participeront à l'effort, non seulement pour le principe même de l'unité, mais aussi pour arriver, en fait, à nourrir les enfants nécessaires. Pour que ces deux buts soient réalisés, il est indispensable d'admettre un certain nombre de principes. En premier lieu, le projet doit être international. En second lieu, il doit embrasser dans son effort tous les pays et tous les êtres humains. En troisième lieu, il doit être non-gouvernemental. Il doit ensuite porter un nom qui soit le même partout et s'effectuer sous l'égide même des Nations Unies. Enfin, il doit avoir lieu en même temps partout.

Cela ne veut pas dire qu'un jour fixe sera nécessairement adopté par tous les pays car une certaine souplesse devra être prévue, mais il faudra en tout cas fixer un jour qui symbolise dans tous les pays l'effort que nous demandons.

La discussion qui vient d'avoir lieu a montré que ce problème de l'unification de l'effort avec beaucoup d'ajustements est important et que l'on peut certainement le résoudre. Il ne faut pas considérer comme final et définitif le texte qui se trouve dans nos différents rapports. Nous sommes extrêmement désireux de recevoir des suggestions de toutes les délégations. Nous avions espéré pouvoir prendre contact avec chacune d'elles avant de nous réunir ici mais vos travaux ont avancé si vite que vous nous avez devancés, aussi devons-nous pour ce faire attendre la fin de la session du Conseil.

LE PRESIDENT (interprétation) : Maintenant que la discussion au cours de laquelle beaucoup de suggestions utiles ont été présentées, est terminée, je vous signalerai qu'il existe, à mon avis, deux moyens d'agir. Nous pourrions ou bien renvoyer la question au Comité Social, ce qui me paraît superflu étant donné que la discussion qui a eu lieu ici ne semble suffisante, ou bien constituer un Comité spécial qui serait chargé de rédiger un texte dans lequel seraient mentionnées les suggestions que nous désirons retenir. Une proposition dans ce sens a d'ailleurs été faite par le représentant de l'Inde et par certains autres représentants. Que préfère le Conseil ?

Puisque personne ne demande la parole, je suppose que vous êtes tous d'accord sur la création d'un Comité.

Je vous proposerai alors que le Comité en question comprenne des représentants du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de la Chine, de la Tchécoslovaquie et du Chili.

Il en est ainsi décidé.

LE PRESIDENT (interprétation) : Ce Comité sera chargé de rédiger un texte où il sera tenu compte de toutes les propositions et suggestions reçues. Le projet qui aura été rédigé devra revenir devant nous pour discussion et approbation.

M. SEN (Inde) (interprétation) : Monsieur le Président, je suis heureux que nous nous soyons mis d'accord aussi rapidement. Deux autres suggestions pourraient être renvoyées au Comité de rédaction. La première serait que le Comité consultatif International soit autorisé à coopter jusqu'à un maximum de cinq membres supplémentaires en choisissant pour cela des personnes dont il jugerait éventuellement utile de recueillir les avis et la coopération. D'autre part, nous pourrions laisser au Comité consultatif lui-même le soin de déterminer ses fonctions car nous aboutirions à une discussion extrêmement complexe si nous voulions les fixer ici.

LE PRESIDENT (interprétation) : Ces deux suggestions seront également renvoyées au Comité de cinq membres dont la création vient d'être décidée, et j'espère que tous les membres du Conseil se mettront à sa disposition pour l'aider toutes les fois que cela sera nécessaire.

Avant de lever la séance, je vous proposerai un programme de travail pour le reste de la semaine.

Demain et jeudi, nous pourrions examiner en premier lieu la question 17 - Rapport de la deuxième session de la Commission des questions économiques et de l'emploi - puis la question 19 - Rapport du Secrétaire général sur les besoins financiers des régions dévastées. Nous pourrions prendre ensuite la question 23 - Rapport du Secrétaire général sur la reconstruction de l'Ethiopie et d'autres régions dévastées - et le texte de la résolution

adoptée au Comité économique sur le rapport de la Commission fiscale pour adoption finale.

Lorsque nous en aurons terminé avec ces questions, nous pourrions alors nous réunir soit en Comité social, soit en Comité économique pour examiner les questions renvoyées à ces Comités et, en particulier, pour ce qui est de ce dernier Comité, le rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi.

Vendredi, et sous la réserve que nous ayons reçu à temps les textes en français, nous pourrions examiner les questions relatives à la Commission économique pour l'Europe ou à la sous-commission de la liberté de la presse et de l'information, ou même les deux si nous le pouvons.

M. MOROSOV (Union soviétique) (première interprétation du russe) : Vous avez suggéré, Monsieur le Président, que le rapport de la Commission économique pour l'Europe soit examiné dans le courant de cette semaine; il ne me semble pas qu'il y ait lieu de procéder de cette façon anormale; le rapport de cette Commission est en train d'être distribué ou le sera prochainement; je ne pense pas qu'il puisse atteindre à temps les Gouvernements intéressés.

Il serait plus normal d'aborder cette question la semaine prochaine; je désire connaître l'avis des autres membres du Conseil.

M. Mc NEIL (Royaume-Uni) (interprétation) : Monsieur le Président, loin de moi l'idée de vouloir mettre le représentant de l'Union soviétique dans l'embarras ! En effet, nous n'avons pas encore reçu les documents du Secrétariat, d'ailleurs, je ne voudrais pas vous mettre dans l'embarras vous-même car je tiens à vous féliciter de la façon magnifique dont vous avez présidé nos travaux et pour le rythme particulièrement rapide que vous leur avez imprimé.

Je me rends parfaitement compte que le représentant de l'Union soviétique est dans une situation difficile, et je me demande pourquoi les documents mettent tant de temps à sortir des services du Secrétariat; j'avoue qu'il n'est très difficile de le comprendre. Dans le cas particulier, ces documents devraient être prêts depuis une semaine. Or, ni la délégation soviétique ni moi-même ne les avons reçus. Quelqu'un devrait s'occuper de la question des documents et faire en sorte que ceux-ci soient prêts en temps utile.

J'espère cependant que le représentant de l'Union soviétique ne se trouve dans la position difficile qu'il vient de dépeindre; en effet, à Genève, les débats étaient publics; à mon avis, ils étaient trop publics. Le représentant de l'Union soviétique, à Genève, a remarquablement présidé les travaux ----- et a pris une part prépondérante aux débats. Dans ces conditions et avec les qualités que nous lui connaissons tous, notre collègue de l'Union soviétique

ne devrait pas maintenant avoir tant de peine à suivre les débats.

Nous devrions tous faire un effort particulier afin de pouvoir poursuivre au rythme que nous lui avons imprimé maintenant le programme de nos travaux.

M. THORP (Etats-Unis) (interprétation) : Le Secrétariat ne pourrait-il pas nous préparer les textes français des deux questions 11 et 12, de manière que nous puissions les discuter dès vendredi prochain.

Notre procédure a été extrêmement rapide jusqu'ici; il serait préférable de ne pas donner l'occasion aux membres de langue anglaise du Conseil économique et social d'oublier le contenu des documents qu'ils ont étudié, ce qui pourrait se produire s'ils doivent attendre trop longtemps.

LE PRESIDENT (interprétation) : Selon les renseignements qui m'ont été communiqués, ces documents sont très longs et le Secrétariat ne pourra nous en préparer que l'un des deux.

Certains représentants ayant formulé des objections à la discussion de l'un des points que le Conseil proposait à leur étude, vendredi prochain, je les informerai des questions que nous pourrions discuter dès que celles-ci auront été arrêtées.

Je crois cependant comprendre que personne ne s'oppose à la discussion du rapport sur la liberté d'information et cela vendredi même.

M. Mc NEIL (Royaume-Uni) (interprétation) : Monsieur le Président, je ne fais aucune objection à la suggestion que vous venez de formuler, néanmoins, j'espère que le représentant de l'Union soviétique voudra bien faire une petite concession, c'est-à-dire que si je suis d'accord pour discuter l'un des documents, il sera certainement d'accord pour discuter l'autre vendredi matin.

D'autre part, Monsieur le Président, je désire souligner que ce

que je vais dire n'est en aucune façon une critique quelconque vous concernant.

J'estime néanmoins qu'il est absolument inexcusable que la traduction française de ce document ne soit pas encore prête. On ne dit que le texte anglais porte la date du 11 ou du 12 juin et que ma délégation est en sa possession depuis une quinzaine de jours. Dans ces conditions et je le répète avec force, il n'y a aucune excuse pour que la traduction française ne soit pas encore prête. Tout organisme commercial quel qu'il soit aurait pu faire le nécessaire pendant ces quinze jours; je ne vois aucune excuse à ce retard. Je vous demande ^{de} ne pas considérer cette déclaration comme un mouvement de mauvaise humeur de ma part. J'espère que quelqu'un de responsable n'écoute ici et s'il a des objections à formuler contre les paroles que je prononce et la hardiesse de celles-ci, je suis prêt à l'écouter, afin de venir à bout de ces difficultés.

LE PRESIDENT (interprétation) : Après toutes les observations entendues sur la présentation des textes, j'espère que le Secrétariat nous traitera un peu mieux qu'il ne l'a fait jusqu'ici.

M. SEN (Inde) (interprétation) : Monsieur le Président, je m'associe entièrement aux paroles prononcées par le représentant du Royaume-Uni et j'ajoute, selon les instructions formelles reçues de mon Gouvernement, que la distribution des documents est considérée par celui-ci comme non satisfaisante. L'Inde ne reçoit les documents qu'à la veille des sessions et n'a pas le temps de donner des instructions à ses représentants. D'autre part, le changement continu dans l'ordre des questions entraîne une très grande confusion dans nos dossiers, en obligeant tous nos adjoints et experts à assister à toutes les séances. S'il est exact que nous ne pouvons discuter une question qu'au moment où les textes français et anglais ont été distribués, le Secrétariat devrait s'abstenir de distribuer un seul de ces textes

Il serait préférable de les attendre tous deux et de les distribuer simultanément.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je vous rappelle que notre Comité du Règlement se réunira demain après-midi à 14 heures 45.

L'ordre du jour de notre séance de demain matin appellera les questions 17, 19 et 23 du Rapport de la Commission fiscale.

La séance est levée à 17 heures 45.